

Les Romands absents

BILINGUISME Pour la deuxième fois, la population francophone n'est pas représentée au Conseil national. Une étude mandatée par BERNbilingue en détermine les causes et permet de proposer des solutions.

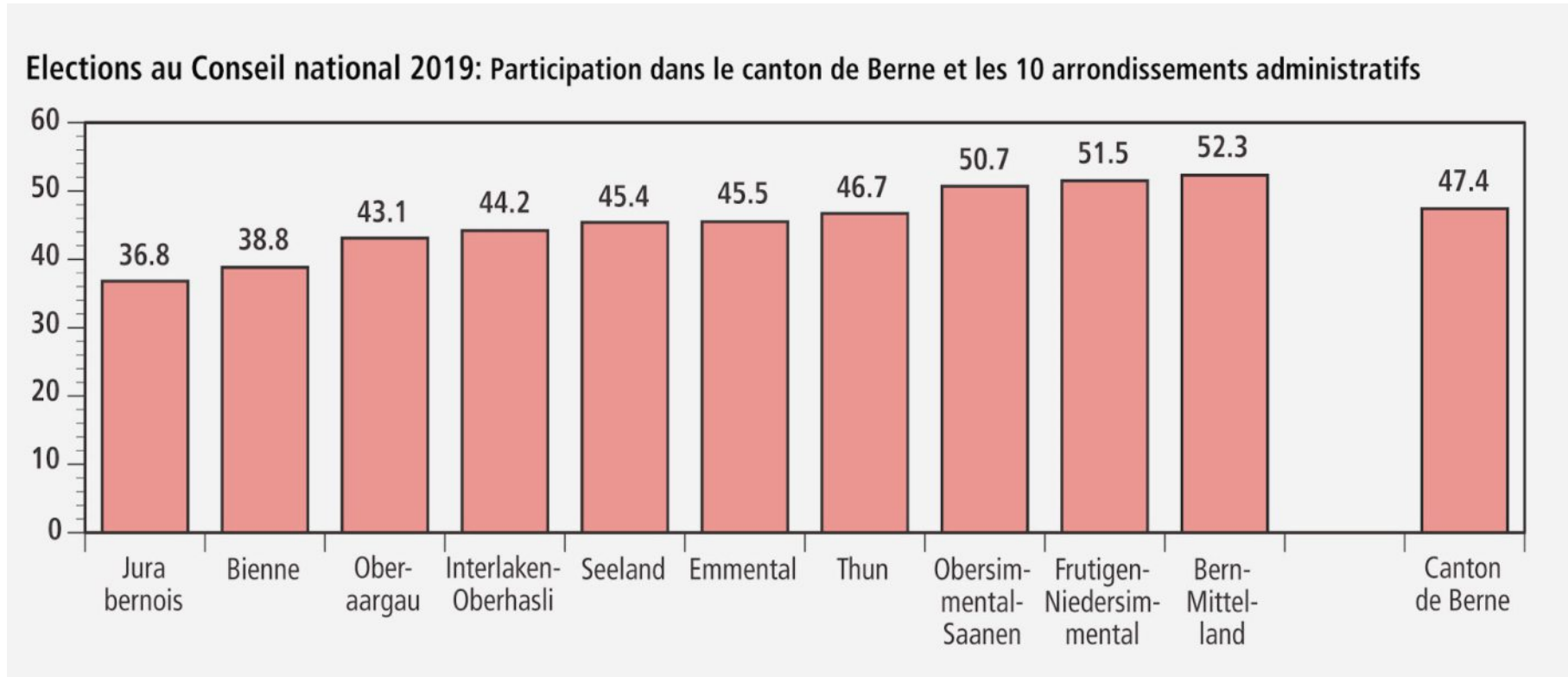
PAR SÉBASTIEN GOETSCHMANN

Le canton de Berne est bilingue et, pourtant, 100 000 habitants francophones n'ont aucune représentation au Conseil national, pour la deuxième fois depuis 2011. Pire, nous sommes sous-représentés depuis maintenant 25 ans. En considérant que la partie francophone représente 10,1% de la population bernoise, elle pourrait mathématiquement prétendre à 2,4 sièges sur les 24 auxquels le canton a droit. «Et il est du devoir d'un état démocratique de soigner ses minorités», a affirmé Alexandre Schmidt, président de l'association BERNbilingue, en conférence de presse, hier.

Ce constat a incité la société, qui s'engage à promouvoir le bilinguisme dans le canton, à commander une étude au journaliste Dr. Rudolf Burger, laquelle conclut qu'il ne s'agit pas d'un hasard, mais que les partis, l'électorat et les médias portent la responsabilité de cette problématique structurelle. Si l'étude s'est naturellement penchée sur l'évolution de la représentation francophone au Conseil national entre 1979 et 2019, elle s'est tout particulièrement attardée le résultat électoral de 2019 et la non-réélection de Manfred Bühler.

Faible participation

La première observation concerne le taux de participation des électeurs du canton. Et le constat n'est pas favorable pour le Jura bernois (36,8%) ainsi que pour l'arrondissement administratif de Bienne (38,8%) qui se trouvent très en dessous de la moyenne cantonale de 47,4%. «Cela n'a pas été sans incidence sur le résultat de Manfred Bühler: il a manqué sa réélection de 1410 voix, malgré une avance de 6946 au total dans les arrondissements administratifs du Jura bernois et de Bienne sur son concurrent Lars Guggisberg, qui fut élu à sa place», relève l'étude. Par extrapolation des résultats



Depuis 1983, le taux de participation des habitants du Jura bernois aux élections au Conseil national a toujours été inférieur à la moyenne cantonale. En 2019, il n'en représentait que le 78%. DR

des deux candidats, si les deux arrondissements administratifs décisifs pour Manfred Bühler avaient participé à hauteur de la moyenne cantonale, il aurait eu une avance théorique de 9000 voix sur Guggisberg. Une avance qui lui aurait suffi à être réélu. Notons aussi que, malgré un grand nombre d'électeurs francophones, à Bienne, le résultat du maire de Cortébert y a été décevant, lui qui s'est fait devancer par Albert Röstli.

La faute des partis

Selon le Dr. Rudolf Burger, «les partis du canton de Berne ont négligé les partis francophones dans la sélection de leurs candidats». En reprenant le chiffre de 10% de population francophone, tous les partis auraient dû désigner au moins deux candidats parlant la langue de Molière. Or sur les listes des grands partis, seuls les Verts en ont proposé trois, suivis de l'UDC et du PS femmes/hommes, avec deux, puis du PBD, UDF, PEV et PLR avec un seul, alors que le PVL n'en

avait même aucun. «Au total, seuls 13 candidats francophones ont été désignés au lieu d'un nombre proportionnel de 19», ajoute le Dr. Burger.



«La non-représentation francophone du canton de Berne au Conseil national n'est pas un hasard. C'est une négligence à laquelle il faut remédier.»

DR. RUDDOLF BURGER
AUTEUR DE L'ÉTUDE
MANDATÉE PAR BERNBILINGUE

L'étude mentionne encore que «quatre candidats (UDC, PS femmes/hommes et UDF) ont obtenu des positions préférentielles sur la liste (2,3,4,4)», mais que tous ont perdu des rangs lors des élections (7,8,9,9).

Les médias auraient également une part de responsabilité

dans la non-élection d'un Bernois francophone, selon les résultats de l'enquête. Les chiffres de la Schweizer Mediendatenbank (SMD) comptabilisant le nombre d'articles citant Bühler et/ou Guggisberg, parlent largement en faveur du premier nommé. «Bühler est nettement avantagé au niveau du nombre des mentions dans les médias, durant la période du 1er juin au 19 octobre 2019: il est mentionné au total 117 fois, contre seulement 21 fois pour Guggisberg», indique le document. Et ce, également dans les médias alémaniques.

Le rapport indique toutefois que si les journaux de langue française se sont considérablement fait l'écho de l'importance de la représentation du Jura bernois au Conseil national, cela n'a malheureusement pas été le cas de l'autre côté du Röstigraben. «Il est remarquable, dans tous les cas que ni le «Bund», ni le «Berliner Zeitung» ni le «Bieler Tagblatt» ne parlent de l'enjeu de ces élections», peut-on y lire.

Des solutions applicables

Le Dr. Burger énumère encore quelques pistes qui pourraient assurer la représentation de la population francophone dans la délégation au Conseil national du canton de Berne. Il commence toutefois par écarter l'option d'une liste commune de tous les candidats francophones, qui, compte tenu des divergences entre partis politiques, tient plus de la chimère que d'une solution viable. Décréter qu'au moins deux députés de langue française doivent faire partie de la délégation bernoise impliquerait une modification de la loi fédérale sur les droits politiques difficilement réalisable. En revanche, il serait envisageable que le nouveau règlement municipal de la ville de Bienne prévoit que deux membres maximum du Conseil municipal peuvent faire partie de l'Assemblée fédérale (il est actuellement interdit à un membre de l'Exécutif de siéger également au Grand Conseil, au Conseil national ou au Conseil des Etats).

«La méthode la plus sûre et absolument praticable de faire élire des personnes francophones au Conseil national pour le canton de Berne serait le pré-cumul sur la liste», avance Rudolph Burger.

Le journaliste soutient enfin qu'un parti qui «a pris la décision de promouvoir une personne francophone plus particulièrement devrait se donner la peine d'organiser une campagne électorale spécifique: par ex. moyennant un dépliant séparé dans les prospectus électoraux ou par des annonces dans les médias imprimés de langue allemande.»

Quoi qu'il en soit, il ne fait aucun doute pour les membres de BERNbilingue qu'une partie du canton est défavorisée quant à l'accession à la Chambre basse. Il est primordial de dépasser le clivage entre germanophones et francophones, pour le bien du canton. Dans la perspective des élections de 2023, l'association propose, ci-dessous, des mesures pour mettre fin à cette discrimination.

BERNbilingue, une association qui s'engage pour les francophones

L'association BERNbilingue est active depuis 1974 dans la promotion du bilinguisme au sein du canton. Les fondateurs se sont d'abord concentrés sur l'ensemble du Jura puis sur le Jura bernois. Aujourd'hui, c'est dans l'ensemble du canton de Berne qu'elle s'engage à promouvoir la coexistence pacifique de deux cultures, à encourager les échanges entre les régions linguistiques, et à approfondir les relations et les contacts entre les parties francophones du territoire bernois.

Outre son implication dans le domaine de la formation et de l'enseignement, l'association s'est fortement impliquée pour que la signalisation des panneaux autoroutiers, à Bienne, soit en allemand et en français. C'est à force de discussions et de négociations que l'entreprise a abouti, grâce à l'engagement de nombreuses associations, institutions et personnalités, le 25 juin 2019. «Cet acte symbolique procède au renforcement identitaire de toute une région», avait alors concédé la conseillère fédérale Simonetta Sommaruga, cheffe du Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication. SGO



Des mesures sont nécessaires

Partant des constats de l'étude de Dr. Rudolf Burger, BERNbilingue propose plusieurs mesures.

1. Les partis politiques sont appelés à proposer davantage de candidats francophones et à leur offrir de bonnes places sur les listes.
2. Les candidats francophones aux prochaines élections sont invités à attirer conjointement l'attention sur leur sous-représentation (par exemple par une apparition commune dans la partie germanophone du canton ou par un dépliant commun pour cette partie du canton).
3. Les médias germanophones sont appelés à rendre compte de la non-représentation de la partie francophone du canton, notamment en période préélectorale.
4. Les électeurs du Jura bernois et de la région de Bienne sont appelés à participer davantage aux élections. Le taux de participation sera plus élevé si un plus grand nombre de candidats de leur région participent. SGO